

La répression du pouvoir en place dont le symbole était le président Ali Abdallah Salah, au pouvoir depuis 32 ans, n'a pas pu venir à bout de la révolution. Le président Salah a dû céder la présidence à son vice-président Abd Rabo Mansour Hadi, sous la pression du peuple et des monarchies du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite, qui lui ont assuré l'immunité. Une phase de transition a été adoptée par les différents protagonistes sur la base d'un plan élaboré par les pays du Conseil de coopération du Golfe. Dans ce cadre, le pouvoir et les partis de l'opposition ont signé un mécanisme de mise en œuvre du plan de transition en deux phases.

La première (90 jours) aboutit au transfert des pouvoirs présidentiels au vice-président Hadi et son élection, le 21 février 2012, à la présidence de la République pour un mandat de deux ans (le mandat présidentiel habituel est de 7 ans). La seconde (deux ans) prévoit une conférence du dialogue national qui devait aboutir à l'adoption d'une nouvelle Constitution.

Par ailleurs et eu égard aux nombreuses difficultés de mise en œuvre de la transition, le Parlement a prorogé d'une année, en février 2014, le mandat du président Mansour Hadi. Mais l'offensive houthi qui a débordé du nord du pays vers d'autres régions du Yémen et la capitale a bouleversé l'échiquier politique en place. En effet, après que les rebelles houthis aient occupé le palais présidentiel le 20 janvier 2015, un accord a été signé entre eux et le président Hadi en vue d'un amendement de la Constitution et de la représentation des Houthis et de leurs alliés au gouvernement.

Mais les Houthis voulaient aller plus loin et exigèrent qu'un des leurs membres soit nommé vice-président. C'est alors que le président Hadi décida de présenter, le 22 janvier 2015, sa démission. Elle fut rejetée par le président du Parlement.

Les Houthis décident ensuite de dissoudre le Parlement le 6 février 2015. Cette décision avait été unanimement condamnée à l'étranger, notamment par le Conseil de sécurité des Nations unies. Devant la persistance de Hadi à vouloir démissionner, les Houthis l'ont placé en résidence surveillée. Ils ont institué une autorité intérimaire, le Comité de la Révolution que préside Mohamed Ali Al Houthi et mis au point une déclaration constitutionnelle, une sorte de charte nationale.

Le 21 février 2015, Hadi prit la fuite vers Aden d'où il adressa un message au Parlement indiquant qu'il renonçait à sa démission et demandait aux membres du gouvernement à Sanaa de le rejoindre à Aden. En réaction, les Houthis promettent de le juger pour trahison. Devant leur progression vers Aden, Hadi trouve refuge en Arabie Saoudite. Ainsi, la transition qui devait mettre fin à l'instabilité institutionnelle a été avortée.

Les principaux protagonistes de la crise

Même «principaux», les protagonistes de la tragédie yéménite sont, malheureusement, nombreux. Ils représentent différents groupes d'intérêt et de pression qui recourent aux soutiens de divers segments ethniques, confessionnels, idéologiques, politiques et économiques antagoniques de la société yéménite, pour conquérir ou se maintenir au pouvoir, par la violence si nécessaire.

1- Le mouvement houthi : alors que la majorité (60 à 70%) de la population yéménite est sunnite, les Houthis zaydites représentent une forte minorité confessionnelle du pays (30 à 40%). Installés principalement au nord du pays, les Houthis appartiennent au schisme zaydite, une minorité du rite chiite. La branche politique du mouvement est Ansarullah.

Pour rappel, le zaydisme est un schisme né d'un contentieux politique au sein du chiisme. Il s'agissait de la succession

de l'imam Ali Zayn Al Abidine dont l'arrière grand-père n'est autre que l'imam Ali, époux de Fatima et gendre du Prophète Mohamed (QSSSL). Zayd Ben Ali disputait la succession à son frère Mohammed Al Baqir. Zayd qui combattait les Omeyyades a été tué à Koufa (Irak).

Les Zaydites dont sont issus les Houthis, s'opposent au chiisme duodécimain dominant (90%) surtout en Iran, sur de nombreux points théologiques et doctrinaux. Au plan doctrinal et en tant que chiites arabes, les zaydites sont proches des malékites. La communauté zaydite a dirigé le nord du Yémen de 1918 à 1962. Un de ses plus prestigieux leaders, l'imam Yahya Muhammad Hamideddin, a fondé en 1918, au départ des Ottomans qu'il a combattus en 1911, un Etat (imamat chiite) connu sous le nom de Royaume Mutawakilite du Yémen. L'imamat a été aboli par un coup d'Etat militaire, le 2 septembre 1962, date de la naissance de la République arabe du Yémen (Nord).

Parmi les plus importantes batailles livrées par les Houthis au pouvoir central, figure celle de Saada, l'ancienne capitale du royaume zaydite, en 2004, durant laquelle le leader houthi Hussein, fils de Badreddine, fut tué. Depuis, c'est son frère, Abdelmalek, qui dirige les miliciens d'Ansarullah. En sus des revendications socioéconomiques en faveur de leur communauté marginalisée, les Houthis revendiquaient une plus grande représentation au sein des rouages de l'Etat. Ils sont foncièrement anti-Israéliens, anti-Américains et cultivent pour la monarchie saoudienne une haine viscérale.

Ils sont accusés par leurs adversaires internes et externes de vouloir, non seulement renverser l'ordre établi, mais aussi de travailler pour l'hégémonie iranienne dans la région et pour la propagation et la domination du chiisme dans la région.

L'offensive lancée contre les forces gouvernementales en 2014 leur a permis de conquérir la majeure partie du territoire national et occuper, en septembre, la capitale Sanaa. Leur organisation militaro-religieuse Ansarullah a commis beaucoup d'exactions contre les autres organisations sunnites. C'est une fois que leurs troupes étaient sur le point de prendre aussi Aden, en mars 2015, où était réfugié le président Hadi, que l'Arabie Saoudite a décidé de passer à l'action.

Pour leur part, les dirigeants houthis justifient leur offensive contre le pouvoir central par leur volonté de... défendre les acquis de la révolution ! Ce qui leur a permis d'acquérir la sympathie de nombreuses couches populaires, en plus de la communauté zaydite, marginalisées par le pouvoir. Et, paradoxe de la crise yéménite, les Houthis ont trouvé en l'ex-président Ali Abdallah Salah leur ennemi juré durant des années, un allié politique et militaire de choix. Salah, aussi originaire du Nord, a mis les structures et les fidèles militants du parti du Congrès général du peuple et ses troupes au service des Houthis, car il a une revanche à prendre sur ceux qui l'ont évincé du pouvoir.

De plus, il ne cache pas son ambition de préparer le terrain à la conquête de la présidence de la République pour son fils aîné Ahmed, ex-commandant de la Garde nationale. La présence des troupes fidèles à Salah renforce, certes, militairement les Houthis, mais leur permet surtout de donner à leur action une «coloration» politico-sociale qui transcende l'antagonisme entre chiites et sunnites.

2- Le parti Al Islah : au lendemain du départ d'Ali Abdallah Salah, la principale formation politique de l'opposition sunnite, Al Islah, une alliance entre les Frères Musulmans et certains leaders tribaux qui leur sont proches, avaient estimé le moment favorable pour s'insérer avec force dans les rouages du pouvoir. Comme un peu partout dans le monde arabe, les Frères Musulmans constituaient

la force politique la mieux structurée et organisée pour tenter de récupérer, à son compte, les fruits de la révolution. Ils avaient acquis une certaine popularité auprès des insurgés auxquels ils avaient apporté leur «savoir-faire organisationnel» et l'appui logistique nécessaire pour se défaire du régime dictatorial en place. C'est ainsi que certains cadres d'Al Islah se retrouvent dans le gouvernement d'union nationale, constitué en novembre 2011. Se prévalant de la légitimité révolutionnaire, Al Islah s'estimait nécessaire à la réussite de la transition politique et, par conséquent, avait déclaré son soutien au processus engagé et au président Mansour Hadi. Mais l'offensive houthi a bouleversé leurs plans. Aujourd'hui, leurs hommes organisent des attentats et des embuscades contre les troupes houthies.

3- Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) : L'Aqpa est née de la fusion, en janvier 2009, des branches saoudienne et yéménite de la mouvance Al-Qaïda.

La section saoudienne qui avait subi de sérieux revers en Arabie Saoudite avait trouvé refuge au Yémen, un pays partiellement déstructuré, dont l'Etat est faible et impuissant face à la dégradation de la situation sécuritaire. Se prévalant des préceptes de l'islam sunnite rigoriste et fondamentaliste, l'Aqpa a acquis au fil des ans de la vigueur dans sa lutte à la fois contre le pouvoir central, pourtant en majorité sunnite, les chiites zaydites d'Ansarullah et les intérêts des pays occidentaux. Elle est fortement implantée dans le sud et le sud-est du Yémen.

Elle avait prêté allégeance à Oussama Ben Laden dont le père était originaire du Yémen. Les opérations de l'armée régulière contre cette organisation sont renforcées par les frappes américaines ciblées utilisant les drones.

4- L'organisation «Etat islamique» : autre organisation armée sunnite-salafiste, l'EI est d'implantation récente au Yémen. Foncièrement anti-chiite et antioccidentale comme l'Aqpa, l'EI s'est manifestée récemment par des attaques suicides notamment à Sanaa, occupée par les troupes houthies. L'émergence de cette organisation dans un pays en proie à diverses formes de défis et de violences politiques et confessionnelles enfonce davantage le pays dans le chaos et accroît les inquiétudes des autorités et des puissances régionales et occidentales.

La lecture linéaire de l'histoire événementielle de ce pays pourrait suggérer que la société yéménite porte en elle-même les germes de la violence et de la division. Cette sorte de «déterminisme historique» est naturellement irrationnelle et cacherait mal des intentions inavouées pour occulter la réalité.

Il est vrai que lorsque le chaos s'installe dans un pays, il le rend vulnérable à l'action des forces hostiles qu'elles soient locales ou étrangères.

L'opération «Tempête décisive»

L'arrivée des Houthis aux portes d'Aden où s'était réfugié Mansour Hadi a été la goutte qui a fait déborder le vase. Il faut reconnaître que leurs troupes appuyées par celles d'Ali Salah ont commis beaucoup d'exactions sanglantes contre leurs opposants sunnites. Ayant senti le vent de la victoire totale se lever en leur faveur, ils ont été ragaillardis par leurs conquêtes militaires et s'imaginaient que le pouvoir était mûr pour être cueilli, oubliant la capacité de résistance de leurs adversaires tant internes qu'externes au Yémen. Leur responsabilité dans l'anarchie et la guerre qui secouent le pays est grande, au même titre que le pouvoir central qui les a longtemps ignorés, en tant que minorité chiite.

De par leur appétit insatiable du pouvoir, ils ont semé l'inquiétude non seulement auprès de leurs adversaires internes mais aussi et surtout auprès des alliés de

ces derniers, en premier l'Arabie Saoudite qui, certainement, ne pouvait rêver de meilleure opportunité pour agir en déclenchant l'opération «Tempête décisive».

C'est une opération militaire aérienne qui s'est étendue à l'espace maritime. Elle est menée par des pays arabes contre un autre pays arabe, membre de la Ligue arabe. Elle a été engagée le 26 mars 2015 par l'Arabie Saoudite et une coalition d'une dizaine d'Etats arabes, et soutenue par la Turquie, le Pakistan, voire aussi certains pays africains.

Il y a lieu de rappeler que l'Arabie Saoudite n'est pas à sa première intervention armée au Yémen. En effet, la monarchie des Ibn Saoud est déjà intervenue militairement dans ce pays, en 1934 contre les Houthis. Cette intervention avait pour prétexte un litige territorial, frontalier. En fait, elle visait essentiellement à empêcher des chiites de maintenir un Etat à la frontière du bastion du sunnisme.

De même l'Arabie Saoudite est intervenue militairement au Nord-Yémen et s'est confrontée à l'Égypte lors de la crise de 1962-1970. Les troupes saoudiennes soutenaient les royalistes, tandis que les troupes égyptiennes, les républicains. Le conflit qui a duré d'octobre 1962 à avril 1970 avait fait environ

40 000 victimes dont près de 1 000 Égyptiens. C'est à Djeddah que fut signé, le 14 avril 1970, l'accord de paix qui mit fin à ce conflit. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler le rôle de médiateur joué en 1964 par l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella de concert avec le président irakien Aref et la Ligue arabe, pour parvenir à un premier cessez-le-feu.

Enfin, en 2007, 2009 et 2011, les forces armées saoudiennes sont intervenues en appui aux troupes régulières yéménites pour réprimer les Houthis et les manifestants du «printemps yéménite».

Toutes ces interventions avaient été menées par l'Arabie Saoudite, en dehors de toute légalité internationale — l'agression américaine contre l'Irak en mars 2003 ayant fait école —, avec la bénédiction des puissances occidentales et le silence complice de la Ligue des Etats arabes. L'Arabie Saoudite agit au Yémen comme dans sa chasse gardée. Certaines sources indiquent que le «dossier Yémen» relève directement du monarque et échappe aux autres structures de l'Etat, y compris le ministère des Affaires étrangères.

Mettant l'essentiel de ses capacités militaires dans cette opération, Ryadh a mobilisé à elle seule plus de 150 000 militaires et 100 avions de combat. Une véritable armada pour contrer des insurgés !

Les initiateurs de la «Tempête décisive» semblent dans l'impossibilité de dire si elle s'inscrit dans une durée déterminée. Dès le départ, le porte-parole militaire de la coalition a déclaré qu'elle durera jusqu'à la reddition des rebelles et se limitera à l'action aérienne et maritime (ports yéménites soumis au blocus et bombardements à partir de la mer) et que, pour l'heure, l'intervention terrestre n'est pas à l'ordre du jour. Par contre le président Hadi et son entourage yéménite en exil insistent pour un déploiement de forces terrestres.

Mais les Saoudiens connaissent pertinemment la nature accidentée du relief yéménite qui offre des abris sûrs aux insurgés et sont conscients de leur capacité de résistance, même sommairement armés. Toute aventure sur le terrain serait hasardeuse et très coûteuse humainement et financièrement. Ils redoutent un borborygme yéménite où la guérilla leur ferait beaucoup de dégâts.

D'ailleurs, l'expert Frederic Wehrey, spécialiste des questions du Golfe à l'Institut Carnegie Endowment for International Peace, rappelle que «les raids aériens sans forces correspondantes sur le terrain ne produisent pas de victoire décisive».